Mme Ursula von der Leyen Présidente de la Commission européenne

États membres de l'Union européenne Représentations diplomatiques permanentes à Genève

Cc : S. E. Dagfinn Sørli Président du Conseil des ADPIC

29 juin 2021

Nous, soussignés, tenons à exprimer notre vive inquiétude quant à la position adoptée par la Commission européenne concernant la mise en place d'une dérogation temporaire à certaines dispositions de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC), dans le contexte des efforts déployés pour améliorer l'accès aux vaccins contre la COVID-19, aux traitements et à d'autres dispositifs médicaux.

Cela fait plus d'un an que la pandémie met à mal notre société et notre économie. Dans le même temps, les disparités dans l'accès aux vaccins et à d'autres technologies médicales ont conduit à des trajectoires de relèvement inégales, alors que de nombreux pays ne voient toujours pas la lumière au bout du tunnel. La proposition de dérogation à l'Accord sur les ADPIC, présentée par l'Afrique du Sud et l'Inde en octobre 2020, ainsi que le projet de texte de décision révisé soumis en mai, visent à lutter contre les inégalités dans l'accès aux produits essentiels pour endiguer la pandémie de COVID-19, en offrant sans tarder la possibilité d'accroître librement la production et de diversifier les options d'approvisionnement. Cette proposition est à présent coparrainée par 63 membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et soutenue par plus de 100 membres.

Au cours des neuf derniers mois, la proposition a fait l'objet d'intenses discussions et les coparrains ont répondu aux questions et requêtes des membres de l'OMC, dont l'Union européenne (UE). Cette proposition a été massivement soutenue à l'échelle mondiale, notamment par des organismes de l'Organisation des Nations Unies, dont l'Organisation mondiale de la Santé et ONUSIDA, la communauté scientifique, des associations de professionnels de la santé, des syndicats, des dirigeants de collectivités et de groupes religieux, des législateurs nationaux et régionaux, d'anciens présidents, des premiers ministres et des lauréats du prix Nobel.

Au sein de l'UE, des débutés espagnols, français et italiens ont défendu avec ferveur à l'OMC des motions en faveur d'une telle dérogation. Qui plus est, le Parlement européen a récemment approuvé une résolution « en faveur de négociations proactives et constructives sur le texte d'une dérogation temporaire à l'accord de l'OMC sur les ADPIC, en vue de renforcer l'accès mondial à des produits médicaux liés à la COVID-19 à un prix abordable et de faire face aux contraintes de production et aux pénuries d'approvisionnement à l'échelle mondiale »¹.

Le 4 juin 2021, la Commission européenne a présenté au Conseil des ADPIC la communication IP/C/W/680², intitulée *Réponses d'urgence en matière de politique commerciale à la crise de la COVID-19 : propriété intellectuelle* ». Le 18 juin, la Commission a présenté une deuxième

1

¹ <u>Textes adoptés – Relever le défi mondial posé par la COVID-19 : effets de la dérogation à l'accord de l'OMC sur les ADPIC concernant les vaccins contre la COVID-19, les traitements, le matériel et l'augmentation des capacités de production et de fabrication dans les pays en développement – jeudi 10 juin 2021 (europa.eu).</u>

² <u>IP/C/W/680 (wto.org)</u>.

communication contenant un projet de déclaration du Conseil général sur l'Accord sur les ADPIC et la santé publique dans les circonstances d'une pandémie (IP/C/W/681)³.

Les communications présentées par la Commission européenne à l'OMC ne renferment, à nos yeux, aucune solution pertinente en cette période critique, alors que l'OMC devrait prendre des mesures décisives et concrètes pour garantir un accès mondial rapide et équitable aux vaccins, aux traitements, aux tests de dépistage et aux autres technologies et dispositifs médicaux qui permettent de lutter contre la COVID-19.

Les éclaircissements donnés dans ces communications sont inadéquats, étant donné qu'ils portent sur des éléments qui n'ont jamais été contestés et qui sont clairement prévus dans l'article 31 et l'article 31 bis de l'Accord sur les ADPIC et dans la Déclaration de Doha sur l'accord sur les ADPIC et la santé publique⁴. Ces « pseudo-propositions » ne font que semer la confusion et ont pour seul but de détourner l'attention et de repousser l'examen de la proposition de dérogation à l'Accord sur les ADPIC.

Ces communications n'abordent pas non plus les préoccupations sous-jacentes relatives aux licences obligatoires, à savoir que l'approche au « cas par cas » ou « produit par produit » est restreignante en période de pandémie et que des instruments supplémentaires sont nécessaires pour surmonter les obstacles liés à la propriété intellectuelle⁵. En réalité, l'UE, les États-Unis et d'autres pays à revenu élevé découragent habituellement les pays en développement de recourir aux licences obligatoires. De plus, les exigences de l'article 31 bis de l'Accord sur les ADPIC rendent le mécanisme inutilisable pour traiter de l'accès aux médicaments, surtout en période de pandémie.

En outre, l'accent placé dans les communications sur les licences obligatoires est caractéristique d'une vision étroite de la situation, étant donné qu'il ne permet pas de traiter des difficultés liées aux droits de propriété intellectuelle, telles que les secrets de fabrication, les dessins industriels et les droits d'auteur inhérents à la production de vaccins et d'autres technologies médicales.

Les disparités sont importantes entre les pays à revenu élevé et les pays à plus faible revenu. Selon les données les plus récentes, les pays à revenu élevé, qui ne représentent que 16 % de la population mondiale, ont pu entièrement vacciner 28,5 % de leur population, alors que seulement 0,1 % de la population des pays à faible revenu et en moyenne 7.8 % de la population des pays à revenu intermédiaire ont été complètement vaccinées⁶. De même, l'accès au dépistage, aux traitements et aux autres technologies médicales demeure difficile dans les pays en développement. Il est urgent de produire à plus grande échelle les vaccins et les autres technologies essentielles, ainsi que de diversifier la production.

Les communications de l'UE ne peuvent pas être considérées comme une solution de rechange à la proposition de dérogation pour résoudre les problèmes d'accès aux vaccins, aux traitements et aux autres technologies médicales à l'heure de la pandémie, car elles n'apportent aucune réponse aux questions et préoccupations soulevées par les coparrains de la proposition de dérogation à l'Accord sur les ADPIC et elles introduisent des éléments qui pourraient au contraire entraver le recours aux clauses de flexibilité des ADPIC. Nous faisons observer que la proposition de dérogation à l'Accord

³ IP/C/W/681 (wto.org).

⁴ Analyse, réalisée par MSF, des communications présentées par l'UE au Conseil des ADPIC concernant la proposition de dérogation à la propriété intellectuelle dans le contexte de la pandémie de COVID-19, disponible à l'adresse : https://msfaccess.org/msf-analysis-eu-communications-trips-council-covid-19-ip-waiver-proposal; et « Disinformation, Diversion, and Delay: The Real Text of the European Union's Communication to the WTO TRIPS Council », disponible à l'adresse: http://infojustice.org/archives/43180.

⁵ Compulsory licenses, the TRIPS waiver and access to COVID-19 medical technologies; et document d'orientation technique de MSF: Analysis of EU position on compulsory licensing and TRIPS waiver in the COVID-19 pandemic. ⁶ https://ourworldindata.org/covid-vaccinations.

sur les ADPIC se fonde sur une procédure spécifiquement prévue dans l'article IX de l'Accord instituant l'OMC.

En conclusion:

- Nous exhortons les États membres de l'UE à demander à la Commission européenne de revoir ses communications au Conseil des ADPIC, étant donné qu'elles n'offrent aucune solution sensée permettant de faciliter un accès équitable et qu'elles pourraient au contraire entraver le recours aux clauses de flexibilité des ADPIC.
- Nous appelons instamment l'UE à ne pas détourner l'attention et à ne pas perturber les débats sur la proposition de dérogation à l'Accord sur les ADPIC. L'UE doit prendre acte de l'avis du Parlement européen et participer de manière constructive aux négociations fondées sur le texte de la proposition de dérogation à l'Accord sur les ADPIC (IP/C/W/669/Rev.1), en veillant à ce que la volonté des citoyens européens et de milliards de personnes à travers le monde soit entendue et respectée.

Cordialement,

Organisations signataires

Organisations internationals

- 1. African Centre for Global Health & Social Transformation (ACHEST)
- 2. Action against AIDS Germany
- 3. ActionAid Nederland
- 4. AIDS Action Europe
- 5. Amnesty International
- 6. APN+
- 7. Asia Pacific Forum on Women, Law and Development
- 8. Asian Health Institute
- 9. Association for Proper Internet Governance
- 10. Australian Arts Trust / Music Trust
- 11. Brot füer die Welt
- 12. BUKO Pharma-Kampagne
- 13. Centre for Health and Resource Management
- 14. CHISA
- 15. Comitato ICE NOPROFITONPANDEMIC Cosenza
- 16. Consiglio Nazionale delle Ricerche (Italy)
- 17. Corporate Europe Observatory (CEO)
- 18. COVID Advocates Advisory Board
- 19. Development Alternatives with Women for a New Era (DAWN)
- 20. Drug Action Forum Karnataka
- 21. East African Health Platform
- 22. Education International
- 23. European African Treatment Advocates Network
- 24. European AIDS Treatment Group
- 25. European Citizens' Initiative No Profit on Pandemic
- 26. European Federation of Public Service Unions (EPSU)
- 27. Farmamundi
- 28. Feminist Task Force

- 29. Focus on the Global South
- 30. Fondation Eboko
- 31. Fondazione Lelio e Lisli Basso Onlus
- 32. Foundation for Integrative AIDS Research (FIAR)
- 33. Frontline AIDS
- 34. Fundación Salud por Derecho
- 35. Gandhi Development Trust
- 36. GenderCC SA
- 37. Global Health Advocates / Action Santé Mondiale
- 38. Global People's Health Movement
- 39. Governance Links
- 40. GRAIN
- 41. Health Action International (HAI)
- 42. Health Action International Asia Pacific
- 43. Health Alliance International
- 44. Health GAP
- 45. HIV Legal Network (Canada)
- 46. Human Rights Watch
- 47. IFARMA Foundation
- 48. Latin American Institute for La Paz and Citizenship (ILAPYC)
- 49. IndustrialALL Global Union
- 50. Institute for Agriculture and Trade Policy
- 51. Institute for Economic Research on Innovation
- 52. Interfaith Center on Corporate Responsibility
- 53. International Federation of Anthroposophic Medical Associations4
- 54. International Treatment Preparedness Coalition (ITPC)
- 55. International Union of Food, Agricultural, Hotel, Restaurant, Catering, Tobacco and Allied Workers Associations (IUF)g
- 56. International Women's Rights Action Watch Asia Pacific (IWRAW Asia Pacific)
- 57. IT for Change
- 58. ITPC-LATCA
- 59. Kazan Medical University
- 60. KEI Europe
- 61. Médecins du Monde
- 62. Médecins Sans Frontières (MSF) Access Campaign
- 63. Medical Mission Institute
- 64. Medicina Democratica Onlus
- 65. Medicusmundi
- 66. NGO Santé Diabète
- 67. Oxfam International
- 68. Pan-African Treatment Access Movement
- 69. Peoples Health Movement
- 70. People's Health Movement (PHM) Europe
- 71. Pertubuhan Kebajikan Intan Zon Kehidupan
- 72. Pharmaceutical Accountability Foundation
- 73. PHM Zambia
- 74. PT Foundation
- 75. Public Service International (PSI)
- 76. Right2cure/Dirittoallacura Italia
- 77. Salud y Fármacos
- 78. Sisters of Charity Federation
- 79. Society for International Development (SID)
- 80. Solidarité Agissante pour Développement Familial (SADF)
- 81. South Asia Alliance for Poverty Eradication (SAAPE)
- 82. Southern African Programme on Access to Medicines and Diagnostics (SAPAM)

- 83. The European Network against Commercialisation of Healthcare and Social Protection
- 84. The Global Network of People living with HIV (GNP+)
- 85. Third World Network
- 86. Transnational Institute
- 87. Transparency International Global Health
- 88. Treatment Action Group
- 89. UNI Global Union
- 90. University College Dublin
- 91. Viva Salud
- 92. WeMove Europe
- 93. Womankind Worldwide
- 94. World Vision Deutschland e.V.
- 95. Yolse, Santé Publique et Innovation

Organisations nationales

- 96. Access to Medicines Ireland
- 97. Acción Internacional para la Salud (AIS PERU)
- 98. ActionAid Ireland
- 99. ADSP-IB Associació per a la Defensa de la Sanitat Pública de les Illes Balears
- 100. Africa Japan Forum
- 101. Alianza por la Solidaridad-ActionAid
- 102. Alliance Women of Advocating for Change (AWAC)5
- 103. All India Drug Action Network
- 104. Ashar Alo Society
- 105. Asociación de Mujeres Gente Nueva-AMUGEN 106. Asociación por un Acceso Justo al Medicamento
- 107. Associação Brasileira Interdisciplinar de AIDS (ABIA)
- 108. Association de Lutte Contre la Dépendance
- 109. Association For Promotion Sustainable Development
- 110. Australian Fair Trade and Investment Network
- 111. Belgia Center for Pharmacotherapeutical Information
- 112. Bolivian Commitee for Consumers Protección CODEDCO
- 113. Canadian Centre for Policy Alternatives (CCPA)
- 114. Cancer Alliance, South Africa
- 115. Coalition of Women Living with HIV and AIDS
- 116. Center for Health, Human Rights and Development (CEHURD)
- 117. Child Way Uganda
- 118. CNCD-11.11.11
- 119. Coalition for Health Promotion and Social Development (HEPS Uganda)
- 120. Coalizione Italiana Libertà e i Diritti civili (CILD)
- 121. COAST Trust
- 122. Consumer Association the Quality of Life-EKPIZO
- 123. Consumers' Association of Penang
- 124. Cooperative and Policy Alternative Center
- 125. Coordinadora de Organizaciones para el Desarrollo
- 126. Crisis Home
- 127. Dandora Community Aids support Association (DACASA)
- 128. Ecologistas en Acción
- 129. Equidad de Género: Ciudadanía, Trabajo y Familia
- 130. Fairwatch
- 131. Federación de Asociaciones para la Defensa de la Sanidad Pública
- 132. Focsiv Italian Federation Christian NGOs
- 133. Forum Maranhense Das Respostas Comunitarias de Luta Contra as IST AIDS e Hepatites Virais

- 134. Fórum ONG AIDAS RS
- 135. Foundation for Male Engagement (FOME)
- 136. Friends of the Earth Malaysia
- 137. Fundación Grupo Efecto Positivo (FGEP)
- 138. GeneEthics
- 139. Gestos (soropositividade, comunicação, gênero)
- 140. Grupo de Incentivo à Vida (GIV)
- 141. Grandmothers Advocacy Network
- 142. Grupo de Resistência Asa Branca- GRAB
- 143. Grupo Pela Vidda SP
- 144. Handel Anders Coalitie
- 145. Health Equity Initiatives
- 146. Indonesia AIDS Coalition
- 147. Indonesia for Global Justice
- 148. Initiative for Health & Equity in Society
- 149. Innovations for Development (I4DEV)
- 150. Integrated Social Development Effort (ISDE) Bangladesh
- 151. International Community of Women Living with and affected by HIV- Kenya Chapter
- 152. IPleft
- 153. ItsOurFuture (NZ)
- 154. Just Treatment
- 155. Kamukunji Paralegal Trust (KAPLET)
- 156. Kenya Legal & Ethical Issuse Network on HIV & AIDS 6
- 157. Kenyan Network of Cancer Organizations
- 158. Khulumani Support Group
- 159. Konsil LSM Indonesia
- 160. Korean Pharmacists for Democratic Society
- 161. Malawi Health Equity Network
- 162. Malawi Network of Religious Leaders Living with or Personally Affected by HIV and AIDS (MANERELA+)
- 163. Malaysian Women's Action for Tobacco Control and Health
- 164. Milwaukee Fair Trade Coalition
- 165. National Alliance of People's Movements
- 166. national Alliance of women Human Right defenders
- 167. National Alliance of Women Human Rights Defenders (NAWHRD)
- 168. National Fisheries Solidarity
- 169. New Kashmir Women and Child Welfare Society
- 170. Non-communicable Diseases Alliance Kenya
- 171. Oxfam IBIS
- 172. Pacifc Asia Resource Center (PARC)
- 173. People's Health Movement (PHM) Korea
- 174. People's Health Movement-Japan Circle
- 175. Perkumpulan Medialink
- 176. Perkumpulan PRAKARSA
- 177. Pertubuhan Persaudaraan Pesawah Malaysia (PeSAWAH)
- 178. PHM Kenya
- 179. Positive Malaysian Treatment Access & Advocacy Group (MTAAG+)
- 180. Positive Men's Union (POMU)
- 181. Public Citizen
- 182. Red de Acceso a Medicamentos
- 183. Rural Area Development Programme (RADP)
- 184. Sankalp Rehabilitation Trust
- 185. Southern and East African Trade Institute South Africa (SEATINI)
- 186. Servicios Ecumenicos para Reconciliation y Reconstruccion
- 187. Sotsium Association

- 188. Southern and Eastern African Trade Information and Negotiations Institute
- 189. Sukaar Welfare Organization
- 190. Tarangini Foundation
- 191. TB Proof
- 192. The Malaysian AIDS Council (MAC)
- 193. The People's Health Movement South Africa
- 194. Trade Justice Network Canada
- 195. Trade Justice Pilipinas
- 196. Trade Justice Prince Edward Island
- 197. Tusitukirewamu Group Bwaise
- 198. UFRJ
- 199. Uganda Key Populations Consortium Uganda (UKPC)
- 200. University Health Network
- 201. University of Naples Federico II
- 202. We Rise and Prosper (WRAP)
- **203. WEMOS**
- 204. Women's Coalition Against Cancer- WOCACA
- 205. Women's Probono Initiative (WPI) Uganda
- 206. Zimbabwe National Network of PLHIV (ZNNP+